

# L'OUVRIER MÉTALLURGIQUE



organe mensuel

de la fédération française des syndicats de la métallurgie  
et parties similaires (C.F.T.C.)

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges — PARIS (9°)

Puisque les faits nous  
démontrent chaque jour l'in-  
fluence sur la masse des  
minorités organisées et  
formées, développons,  
complétons, poussons  
plus avant nos connais-  
sances et demain c'est notre  
influence qui sera pré-  
pondérante.

## MANIFESTATIONS...

### L'Assemblée Générale des agents de maîtrise de la métallurgie

Le 19 mars, devant une salle comble, Jean PÉRÈS, Secrétaire Confédéral Adjoint, ouvre la séance ayant à ses côtés, Henri Galtier, Président du Syndicat Général des Agents de Maîtrise de la Métallurgie et Emile Sébert, Secrétaire Général.

Après quelques mots de bienvenue à l'assistance qui n'a pas hésité à se priver d'un après-midi ensoleillé pour répondre à l'appel du Conseil Syndical, il dit toute sa satisfaction d'avoir vu les Agents de Maîtrise s'organiser au sein de la C.F.T.C.

Après quelques mots de remerciements du Président Galtier, à l'adresse de Jean PÉRÈS, Emile Sébert donne lecture du rapport moral.

#### LE RAPPORT MORAL

C'est par un résumé précis portant sur la création du Syndicat qu'il débute ; il retrace les difficultés rencontrées, mais aussi, les apports efficaces d'amis tels que Jean PÉRÈS qui se sont employés à faciliter notre tâche et, par ses interventions décisives, contribué à mettre sur pied l'organisation qui nous a permis d'avoir notre Groupement autonome au sein de notre Fédération de métier.

Pendant longtemps, dit-il, les Agents de Maîtrise sont restés isolés et, en principe, hostiles au syndicat. A peine plus assurés dans leur emploi que la main-d'œuvre ouvrière, ils étaient soumis à certaines exigences patronales et fréquemment remerciés comme le dernier des manœuvres qu'ils avaient sous leurs ordres. Dans d'autres cas, la maîtrise était contrainte de faire peser sur des gens, modernes galériens, une discipline imposée par une rationalisation poussée à l'extrême limite et, par dessus tout, inhumaine. En juin 1936 éclatent les événements, encore présents à no-

tre mémoire, ce sont les grèves avec occupations, les accords Matignon, les contrats collectifs ; les Agents de Maîtrise, traités en parents pauvres, parce que n'ayant jamais rien dit, commencent à s'inquiéter de ce qu'ils allaient devenir, pris comme ils l'étaient entre un prolétariat décidé à imposer sa volonté par tous les moyens et un patronat qui, croyant sa dernière heure venue sacrifierait aux dieux du moment son intransigence et ses exigences passées.

Les Agents de Maîtrise prennent alors conscience d'une façon plus précise de leur rôle, de leur force, et manifestent le désir de se grouper. La C.G.T. qui avait compris l'importance d'un tel mouvement s'efforçait de s'attacher les cadres de l'Industrie, elle créait, alors, avec l'aide d'un syndicat déjà existant, la Fédération des Techniciens.

La C.G.T. avait surtout fait valoir l'intérêt qu'il y avait pour les Agents de Maîtrise d'être groupés parmi les ouvriers, à cette condi-



Jean PÉRÈS  
Secrétaire Confédéral Adjoint  
et Secrétaire délégué de la Fédération  
de la Métallurgie (C. F. T. C.)

tion, elle leur promettait la tranquillité et un soutien éventuel contre le patronat.

#### L'HEURE DE LA DECISION

Qu'allions-nous faire, nous Agents de Maîtrise, organisés au sein de la C.F.T.C. ? Personnes majeures et habituées à prendre des responsabilités, il était dans l'ordre des choses de ne pas nous dérober sur le plan syndical. Le contrat des collaborateurs discuté surtout par des techniciens et des dessinateurs achevait de nous convaincre de la nécessité de constituer un organisme qui nous représenterait directement.

La fondation de notre Groupement était sanctionnée à la réunion des responsables fédéraux en décembre 1936, puis admis officiellement par la C.F.T.C. au Congrès du 26 juin 1937, l'instrument était entre nos mains, comment allions-nous l'utiliser ?

Notre premier travail a été d'organiser rationnellement notre Secrétariat, puis de passer à la création de Commissions pour l'étude de l'action professionnelle. La Commission de Révision du contrat collectif dont vous entendrez le rapporteur, notre camarade Fressac vous permettra de contrôler le sérieux du travail qui y est accompli, afin d'intervenir utilement dans les discussions qui viennent de s'ouvrir pour la révision du contrat collectif.

Nous nous sommes préoccupés d'établir un service d'entraide pour procurer des emplois à ceux de nos collègues momentanément sans travail, nous avons, d'autre part, assuré la défense des intérêts de ceux d'entre nous contraints d'entreprendre une action judiciaire à leurs employeurs, pour obtenir le paiement soit de leurs appointements dans la classification correspondante à leurs fonctions, soit pour les indemnités de congédiement, qu'en vertu du contrat, ils devaient recevoir.

(Voir la suite page 2.)

## FORMATION

### POURQUOI - COMMENT

par Paul VIGNAUX

Directeur de cours à l'Ecole des Hautes Etudes  
Professeur à l'Ecole Normale Ouvrière de la C. F. T. C.

Le problème de la formation des dirigeants, des militants, de la masse même adhérente apparaît comme une question capitale, centrale pour le mouvement ouvrier français, spécialement pour le syndicalisme chrétien.

Depuis juin 36, la classe ouvrière de ce pays a acquis une puissance nouvelle : par la force de ses organisations, par les droits qui leur ont été reconnus.

Tous les travailleurs sérieux, conscients doivent se poser une question : à cette puissance correspond-elle une capacité suffisante ? Les organisations ouvrières sont-elles capables d'exercer le pouvoir qu'elles ont acquis dans l'intérêt des travailleurs, dans l'intérêt du pays ? Peuvent-elles puiser les dirigeants, les militants avertis dans la masse qu'il faut elle-même éduquer puisque dans la démocratie syndicale elle a son mot à dire, sa responsabilité à prendre ?

Qu'il faille, à tous les degrés de l'organisation, accroître la capacité des travailleurs, cela ne me paraît pas douteux. Je ne voudrais pas cependant paraître reprocher aux militants ouvriers l'insuffisance qu'ils sentent eux-mêmes parfois, devant des tâches nouvelles et compliquées : ce sont des hommes qui ont dû, très tôt, quitter l'école pour gagner leur vie ; l'atelier n'est pas un milieu éducatif ; les loisirs étaient rares autrefois et moindres les possibilités de s'instruire. Je vois bien, d'autre part, que les milieux patronaux qui ont eu d'autres possibilités, sont nettement dépassés par la transformation en cours.

Donc, pas d'inutiles regrets quant au passé. Une résolution, pour l'avenir : développer la partie éducative de notre action syndicale. Et il ne s'agit pas d'une résolution à échéance lointaine : la formation est une tâche urgente. D'autres travaux peuvent paraître plus pressés. Illusion ! Avec des militants formés, vous vous tirerez de toutes les situations, même imprévues, exceptionnelles (pensez à l'expérience de juin 36) ; si vous n'avez pas ces hommes, vous serez débordés demain ; observez même si vous ne l'êtes pas dès aujourd'hui : est-il vrai que votre organisation, que votre action répondent à toutes les exigences de la situation présente ?

Nous voulons que la puissance et les droits acquis depuis 36, les travailleurs ne les perdent point : question de formation.

Nous voulons que la masse ouvrière organisée ne soit pas utilisée pour des manœuvres politiques, dans l'intérêt d'un parti : question de formation.

Nous voulons que notre organisation syndicale chrétienne, une minorité, s'impose au respect et à l'attention de toute la classe ouvrière, que, si elle n'a pas le plus grand nombre, elle ait pour elle la qualité, la compétence : question de formation.

Dans l'entreprise, comme délégué syndical ou délégué d'atelier, dans la branche d'industrie, pour les discussions de contrats et d'arbitrage, dans les bureaux et conseils syndicaux, il nous faut des hommes formés, à la mesure des temps difficiles, mais prodigieux que nous vivons : évoquez toutes les questions présentes, tous les aspects de votre action, vous retrouverez partout le même problème.

Cette formation cependant nécessaire, urgente, elle doit commencer PAR LA BASE. En deux sens de ce mot : par la base des connaissances à acquérir, du premier tour d'esprit à donner ; par la base du mouvement, par les militants des sections syndicales, en contact quotidien avec le milieu de travail.

C'est pourquoi, à la base de la formation, il y a le cercle d'études formé dans la section syndicale. Non pas un cercle d'études indéterminé, vaguement social, qui se tienne dans la zone des principes. Un cercle de militants qui prenne ses sujets d'études dans la vie ouvrière, tire des conclusions pour l'action.

Avez-vous dans votre section, un cercle de ce genre, qui vive, qui contribue à former des hommes sachant discuter, réfléchir, prendre des responsabilités ? En ce cas, vous avez fait un premier et capital effort, dans l'œuvre de la formation syndicale. Paul VIGNAUX.

## Jean PÉRÈS chez les Métallurgistes Savoyards

Tout vient à point à qui sait attendre, depuis longtemps, en effet, les métallurgistes de cette région avaient sollicité notre Secrétaire Délégué pour leur donner une tournée de conférences.

Bien avant juin 1936, le Syndicalisme Chrétien avait conquis de nombreux militants qui s'étaient efforcés de réaliser au mieux un certain nombre de syndicats, l'idée ayant rapidement progressé, tous les centres métallurgiques établis, d'une part, de Chambéry à la frontière italienne dans la Vallée de la Maurienne et, de l'autre, en remontant jusqu'à Ugine pour se prolonger en Haute-Savoie avec Annecy et ses environs jusque dans la Vallée de l'Arve, au pied du Mont-Blanc.

Les 11 et 12 mars notre camarade a donné plusieurs réunions importantes à Chambéry, Ugine et dans la Vallée de la Maurienne.

partout il a été accueilli avec enthousiasme par les métallurgistes savoyards auxquels notre Secrétaire Délégué était venu apporter le réconfort et l'appui de leur Fédération.

Un important Congrès où Jean PÉRÈS a prononcé un magistral discours situant la position du Syndicalisme Chrétien dans notre pays et l'espoir qu'il constitue pour les masses ouvrières, par son programme précis et réaliste et l'action conquérante par laquelle il se développe de plus en plus.

Notre mouvement vient de franchir une nouvelle étape dans toute cette importante région, d'immenses perspectives d'avenir lui sont ouvertes, par la confiance que lui témoignent ceux qui, chaque jour, viennent à lui plus nombreux pour faire triompher les justes causes ouvrières qu'il défend.

## ... SYNDICALES

### Le Congrès Départemental des métallurgistes de la Loire-Inférieure

Le dimanche 6 mars, les principaux militants responsables des Sections de la Métallurgie de la Loire-Inférieure, assistés de nombreux délégués, avaient répondu à l'appel des organisateurs de la manifestation syndicale.

A 9 h. 30 celle-ci fut déclarée ouverte par le camarade Jean GERSTEL, Délégué de la Fédération de la Métallurgie, assisté de Nicolas, Secrétaire de la Fédération de la Marine et de Bodiguel, représentant de l'Union Départementale. Les Sections de Coueron, Saint-Nazaire, Chateaubriant, Indret, Nantes et Basse-Indre, présentèrent chacune un rapport sur leur activité. En conclusion, Gerstel sera amené à constater qu'aucune des difficultés rencontrées n'a ralenti l'activité de nos camarades ; l'augmentation des effectifs qui en est résultée marque la valeur du travail accompli pour assurer un bien-être sans cesse accru pour la famille ouvrière.

Le Secrétaire de la Fédération de la Marine, dans un exposé précis, soulignera l'effort considérable

convenable et le salarié étant, lui, tenu de l'exiger pour pouvoir à l'entretien de sa propre subsistance. En Amérique, une certaine théorie économique à laquelle ont adhéré de grands capitaines d'industries, tels Ford et Flen, se soucient d'assurer un certain salaire pour permettre la consommation des biens produits, montrant ainsi la nécessité de se préoccuper de la valeur d'échange qu'il représente.

#### LE JUSTE SALAIRE

Celui-ci devra, non seulement, assurer une certaine aisance au travailleur pour lui permettre de faire face aux difficultés de l'existence, mais contribuer à son éducation, au développement de sa culture et de son esprit.

#### LE SALAIRE FAMILIAL

La Famille étant la cellule initiale de la Société, le juste salaire devra donc être établi non pas sur une base individuelle, mais familiale, c'est ainsi que Pie XI affirme qu'il n'est pas permis non plus de fixer un taux de salaire si modique que vu l'ensemble des circonstances, il ne puisse suffire à l'entretien de la famille.

Le rapporteur définit ensuite le caractère du salaire familial, et il indique à quel titre il est dû, d'abord au nom de la justice sociale, et poussant plus loin son exposé, il déclare que la stricte justice oblige à payer le salaire familial pour être l'exacte compensation du travail à l'aide duquel l'ouvrier doit nourrir et élever une famille, et il insiste pour que ce salaire soit suffisamment élevé à la base pour que les allocations familiales, n'intervenant qu'à partir d'un certain nombre d'enfants, soient une compensation plus exacte aux charges familiales, ce qui donnerait alors le salaire familial absolu.

(Voir la suite page 2)



Jean GERSTEL  
Secrétaire permanent  
de la Fédération de la Métallurgie de Paris  
et Trésorier Fédéral

fourni par les militants des Etablissements Militaires, d'une terre ingrate ils ont réussi à faire surgir des organisations nombreuses et actives, c'est en 1924 à Longères, que trois Syndicats jetaient les bases de la Fédération qui rayonne maintenant sur l'ensemble des Arsenaux et Etablissements de la Marine, englobant les territoires de la plus Grande France, tel Bizerte.

En terminant par un cordial merci au camarade Meck et au Groupe Parlementaire qui assurent la défense du Syndicalisme Chrétien à la Chambre et au Sénat, il lance un appel pour une étroite collaboration entre tous les éléments qui animent la C.F.T.C. pour le rayonnement de son idéal.

L'auditoire applaudit chaleureusement sa péroraison. La séance est alors suspendue quelques instants avant d'entendre le Secrétaire de la Section de Saint-Nazaire traiter du salaire minimum familial.

#### Le Rapport de Terrien

Dans la première partie de son exposé, Terrien abordera la théorie libérale, fort heureusement agissante, dit-il, celle-ci faisant dépendre le taux du salaire des seuls facteurs suivants : productivité du travail, coutumes, offres et demandes, voilà la loi fondamentale de l'économie dite libérale ; tout comme une marchandise le salaire s'achète et se vend, sa variation sera uniquement fonction des besoins du marché.

#### LE SALAIRE MINIMUM OU SALAIRE VITAL

La C.F.T.C., dans le plan qu'elle a élaboré, en établit la définition, qui est la rémunération, permettant au travailleur de subvenir honnêtement à ses besoins normaux, compte tenu du coût de la vie. Il faut donc que ce salaire permette à l'ouvrier de se nourrir, de se vêtir, de se loger convenablement. Terrien cite le passage de « Rerum Novarum » faisant une obligation à l'employeur de payer un salaire

## E. N. O. C'est le bulletin de l'Ecole Normale Ouvrière

Une publication confédérale  
à laquelle tous les syndicats  
et les militants métallurgistes  
doivent être abonnés.

Les services qu'il a déjà rendus et qu'il rendra à l'avenir apparaissent par le simple tableau des textes parus en 1937.

Il a publié vingt-cinq sommaires très détaillés des cours donnés à Paris par nos professeurs qualifiés tant par leur science et leur méthode que par leur connaissance de notre mouvement et de ses problèmes.

Ces sommaires présentent à la fois — de façon — en permettant l'étude par nos camarades — des questions de droit ouvrier, d'histoire sociale, d'histoire et de théorie économiques :

En Droit ouvrier, signalons : les conventions collectives, l'arbitrage, la grève, la liberté syndicale.

En Histoire sociale, deux études sur la vieille C.G.T.

En Histoire et Théorie économique, un examen détaillé de l'expérience Blum.

Une nouvelle série a été inaugurée en octobre par quatre plans d'études pour cercles de militants : — Le syndicat a besoin de nous. — Unité ouvrière ? — Oui, mais dans la liberté syndicale. — Pourquoi des Syndicats Chrétiens ?

Pour la liberté syndicale. Cette collection d'initiation syndicale est continuée dans le numéro double janvier-février 1938, qui contient également deux importantes études sur la formation du Communisme Stalinién et les témoignages récents sur l'U.R.S.S.

Abonnement : 10 fr. par an. Chèque postal, C.F.T.C., Paris 233-24. (Mentionner : pour le Service E. N. O.)

## FIN DE JOURNÉE...

Le monde bout, comme une marmite affolée. Les nations et les hommes ignorent maintenant l'apaisement des jours sereins. On vit, tendant le dos, dans l'appréhension de toutes les catastrophes, dans la crainte de la plus scandaleuse des catastrophes : la guerre.

L'espoir qui permet à l'individu de préparer l'avenir, d'y travailler avec courage s'est envolé de notre ici-bas.

La foi n'a plus d'objet pour ceux dont l'idéal est seulement humain. On vit, en somme, au jour le jour, comme des bêtes qui savent proche le moment final de l'abattoir.

On s'efforce de tirer d'aujourd'hui, tout ce qui peut en être extrait de jouissance sans lendemain.

Parce qu'on ne sait pas si demain, il ne faudra point tout abandonner dans la fournaise qui monte, on se dispense de travailler aux lendemains toujours féconds.

Ces lendemains n'auraient-ils pas eux-mêmes de lendemains ? Bref le monde glisse dans la désorganisation totale. C'est un peu comme le commencement d'une longue fin du monde.

Mon frère chrétien ! Mon frère ouvrier !

C'est peut-être maintenant que commence la part la plus belle, la plus nécessaire de la mission.

Quand alentour chacun désespère toi, tu portes l'espérance.

Quand on pleure sur la moisson perdue dont on ne récoltera pas les fruits, tu gardes en toi la certitude qu'aucune semence n'est inutile et que tout germe, et que toute œuvre née de l'homme, née par l'homme tient en elle son mérite et sa récompense.

(Voir la suite page 3.)



# Manifestations Syndicales

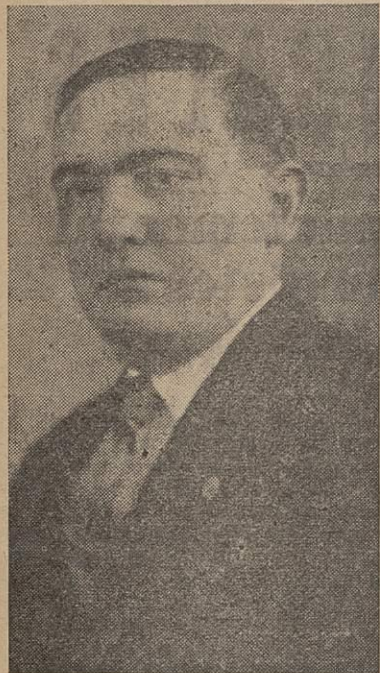
## L'Assemblée Générale des agents de maîtrise de la métallurgie

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

### NOTRE ESPRIT

Nous sommes pour une collaboration libre et non pas dirigée, telle que l'entendent certains pour qui elle est un moyen d'aboutir à la dictature du prolétariat par la grève générale et la révolution.

Nous voulons la collaboration avec nos employeurs, mais nous ne



Emile SÉBERT  
Secrétaire Général

du Syndicat des Agents de Maîtrise de la métallurgie

voulons pas que ce soit une collaboration diminuée. Nous ne voulons plus être des ignorés. Nous avons pris conscience de la place que nous tenons dans la production. Appelés tous les jours et à chaque instant à prendre des responsabilités, nous ne voulons plus qu'elles soient méconnues, nous exigeons, s'il le faut, de nos patrons, ce minimum d'égards qu'il n'ose pas refuser aux ouvriers.

Evidemment, nous savons qu'il préférerait que ses « fidèles » collaborateurs fassent partie... vous savez de ces syndicats, amicaux, dociles à ses suggestions. Si par opportunisme, et surtout par un intérêt du moment égoïste et à courte vue des camarades préfèrent ces faux syndicats, ils font là un marché de dupes qu'ils regretteront tôt ou tard. Comment se libéreront-ils de la tutelle patronale intéressée s'ils adhèrent à des groupements, dans les conseils d'administration desquels siègent d'authentiques patrons. Singulière manière en vérité de défendre ses droits, disons plus tôt de se faire exploiter, ce qui est caractéristique d'une mentalité que nous ne désignerons pas autrement pour ne blesser personne.

Nous sommes des chefs par nos qualités professionnelles, par notre formation, notre éducation et nos connaissances, n'oublions pas que tout cela nous crée des devoirs, car souvenons-nous qu'avant d'être chefs

beaucoup d'entre nous ont été ouvriers et, dans l'état actuel de l'organisation de la profession, peuvent le redevenir. Face au prolétariat que nous commandons tous les jours, souvenons-nous que s'il est agressif aujourd'hui, incompréhensif envers nous, il a quelques excuses et, à cet égard, les responsabilités patronales sont fort lourdes.

### LA CONCLUSION

Animés d'un esprit de collaboration envers nos patrons et d'un esprit de justice le plus large possible envers nos ouvriers, il nous faut pour réaliser cet idéal, non pas une organisation domestiquée mais libre et indépendante ; c'est pourquoi notre syndicat d'agents de maîtrise de la C.F.T.C. doit non seulement vivre, mais s'étendre et prospérer. Pour y parvenir, pas de découragement, de l'action. C'est pourquoi, en terminant, je veux vous laisser sur les paroles du philosophe antique qui sont plus que jamais d'actualité : **Souvenez-vous toujours que vingt insuccès préparent une réussite. Si tu viens d'échouer, recommence.**

L'auditoire, visiblement impatient de manifester son approbation au Rapporteur, éclate en applaudissements qui semblent ne plus devoir s'apaiser.

### LA DISCUSSION DU RAPPORT

Enfin, Jean Pérès, en marquant à Emile Sébert l'intérêt de son exposé, ouvre la discussion. C'est Robert Marchand qui demande comment agir efficacement pour contrebalancer l'influence des syndicats amicaux, Jean Pérès lui répond qu'en l'absence de toute doctrine de la part de ces derniers, ils sont sans influence morale sur leur milieu, et leur action n'est plus qu'une diversion qui détourne les agents de maîtrise de l'organisation syndicale vraie, et elle a comme conséquence de maintenir les agents de maîtrise dans un état de dépendance patronale qui les empêchera toujours d'obtenir les améliorations auxquelles ils ont droit et, en particulier, la reconnaissance de leurs services par une garantie de stabilité dans leurs fonctions.

### Le Rapport Financier

C'est au tour du Trésorier de donner une confirmation sur les résultats déjà obtenus après un an d'exercice. Contrairement, dit-il, à tous nos grands financiers modernes, nous avons pu équilibrer notre budget et même constituer quelques réserves dont une part va nous servir à la constitution d'une Caisse de Solidarité, dont il soumet l'approbation à l'Assemblée ; après la lecture des articles et les observations présentées par plusieurs membres de l'Assemblée, le Statut en est adopté à l'unanimité ; après avoir félicité Prud'homme pour son habile gestion, le Président donne la parole à Jean Fressac.

### Le Rapport sur la Convention

Notre camarade résume les questions posées par le questionnaire concernant les classifications de certaines catégories d'agents de maîtrise dans les contrats collectifs.

Les nombreuses réponses reçues, dit-il, nous montrent l'intérêt que portent les agents de maîtrise à leur profession ; les 2/3 se sont prononcés pour la suppression du chef de groupe ; quant au nombre de personnes que devrait commander un chef d'équipe, s'il y a lieu de tenir compte des cas particuliers, celui-ci ne devrait pas dépasser 30.

L'apprentissage qui avait fait l'objet d'une étude toute particulière donne lieu à un intéressant débat. La définition du vérificateur, du contrôleur et du chef de section de contrôle provoque de nombreuses observations.

De l'intéressante discussion sur toutes ces questions et qu'il ne nous est pas possible de rapporter ici, nous retiendrons qu'il y a beaucoup à faire, qu'il y a même tout à faire dans le domaine de la maîtrise dont la situation est particulièrement ingrate. C'est ainsi que certains chefs d'équipe sont à peine plus rémunérés que leurs ouvriers, que rien n'est encore prévu pour leur assurer une retraite honorable ; qu'en ce qui concerne le travail des femmes, il importe, dans les ateliers de mécanique, de les remplacer par les nombreux manœuvres qui sont en chômage. Qu'enfin il importe de veiller à préserver les apprentis de l'influence de certains ouvriers préjudiciable à leur formation morale.

### Les Discours de Clôture

Jean Pérès en conclusion de l'intéressant débat dira sa confiance en l'avenir du Syndicat des Agents de Maîtrise, en la nécessité de son rayonnement et à l'heureuse influence que ses membres peuvent exercer dans leurs ateliers ; la marque dominante de votre action, dit-il, doit être la propagande, augmentez vos effectifs et, par là, votre influence et votre autorité ; par l'exemple que vous donnerez en défendant votre profession, par l'idéal qui est le nôtre, vous aurez bien servi le monde du travail et la société tout entière que vous

aurez contribué à rendre meilleure, par le message de justice, de charité et de paix que refêtera votre action. Très chaleureusement applaudi, Jean Pérès donne lecture de la résolution suivante, adoptée à l'unanimité.

R. POUCH.

### Résolution

Les Agents de Maîtrise de la Métallurgie, réunis en Assemblée générale le 19 mars 1938, sous la présidence de Jean Pérès, Secrétaire Confédéral adjoint, après lecture des différents rapports qui leur ont été présentés :

Constatent avec satisfaction le développement de leur Syndicat Général et la progression constante de ses effectifs,

Invitent instamment leurs collègues, Agents de Maîtrise de la Métallurgie, à se grouper dans l'organisme syndical qualifié qui les représente pour défendre, dans le respect de leur indépendance, leurs droits et leurs légitimes intérêts,

Font confiance à leur Conseil Syndical pour les représenter et agir en leur nom, et prendre toutes mesures que peut nécessiter, pour la défense de leur traitement, l'aménagement éventuel de la loi de 40 heures en conséquence des événements du moment.

Remercient la Commission de révision de la Convention Collective des Collaborateurs du travail qu'elle a effectué,

Mandatent les Délégués siégeant aux diverses Commissions pour apporter les améliorations et précisions indispensables après vingt mois d'application,

Félicitent la C.F.T.C. de l'activité qu'elle a déployée pour défendre la Liberté Syndicale, tant par ses interventions auprès des repré-



Henri GALTIER

Président du Syndicat général des Agents de Maîtrise de la métallurgie

sentants du Parlement et du Gouvernement, que dans le Pays,

Demandent à celle-ci d'étudier, sans délai, les applications pratiques de son plan en faveur des réformes indispensables pour l'amélioration du progrès social, notamment par la réalisation immédiate d'un régime obligatoire de retraites et de prévoyance, pour les Collaborateurs, mettant, ainsi leurs vieux jours à l'abri de l'indigence,

Affirment, d'autre part, le droit des travailleurs à collaborer d'une manière effective à la marche et au contrôle des entreprises,

Demandent à la C.F.T.C. de poursuivre intensément le développement de l'équipement technique et économique du Syndicalisme et de ses représentants, pour permettre aux travailleurs de remplir, dans l'économie moderne, le rôle qu'ils doivent jouer et qu'appelle leur dignité de membre de la Communauté Humaine.

## ORGANISATION DES LOISIRS

Les Compagnies de Chemins de Fer mettent à la disposition du public des billets spéciaux, dits de **Groupe**, aux personnes effectuant ensemble un voyage aller et retour ou circulaire à travers la France, avec une **réduction de 50 % sur le prix du billet simple**. La validité est de 20 jours pour la France et de 40 pour la Corse, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

Les enfants de 4 à 10 ans paient la moitié du prix perçu pour une personne.

Le nombre de voyageurs constituant ces groupes est fixé à un **minimum de 10 (dix)**.

La demande du billet collectif est établie sur une formule délivrée par les gares de chemins de fer et doit parvenir à la gare de départ au moins **24 heures à l'avance**.

Les membres du groupe peuvent s'arrêter en cours de route, sans avoir à se munir de bulletin d'arrêt.

## Le Congrès Départemental des métallurgistes de la Loire-Inférieure

(Suite de la 1<sup>re</sup> page.)

### LES ALLOCATIONS FAMILIALES

Abordant ensuite ce problème, il marque la place de celles-ci dans l'économie actuelle, et ce n'est pas un des moindres mérites de la C.F.T.C. d'avoir, pendant de longues années, lutté presque seule pour obtenir l'application obligatoire ; cependant, sur ce plan, il reste encore beaucoup à faire, pour le montrer, l'orateur prend l'exemple de deux budgets types des familles ouvrières, et se rapportant l'un à deux personnes et l'autre à quatre.

Pour le premier la dépense mensuelle s'établit à 980 fr., le second à 1.512 fr., ces chiffres imposent une double constatation : 1° Le degré de privations que s'imposent les ménages chargés d'enfants et dans lesquels les ressources sont souvent inférieures aux chiffres cités ; 2° Un effort particulier doit donc être fait pour le relèvement des bas salaires au moins jusqu'au minimum vital et porter au maximum sur les Allocations Familiales.

Nous avons vu, en effet, que deux enfants coûtent : 1.512 — 980 = 532 francs par mois. Or, aucune caisse de compensation n'alloue ces chiffres, et il faut rechercher généralement dans ce manque à gagner, la cause du travail de la mère hors du foyer.

Il faut cependant reconnaître qu'un effort est tenté en faveur des allocations familiales, ainsi, dans la Seine, le taux dépasse celui de certains fonctionnaires. La C.R.I.F.O., bien timidement de son côté, vient également de relever ses taux qui sont désormais de 45 francs par mois pour un enfant, 100 francs pour deux, 180 francs pour trois, 280 fr. pour quatre, et 320 fr. en plus pour chacun des suivants.

### LE RETOUR DE LA MÈRE AU FOYER

L'action de la C.F.T.C. pour l'allocation spéciale de la mère qui, s'abstenant de tout travail salarié, se consacre à son foyer, à ses enfants, a donné lieu à des réalisations dont l'énumération aura l'avantage de nous donner une idée exacte de ce qui est fait et de nous encourager en conséquence pour ce qui reste à faire. Un certain nombre de conventions collectives d'abord, stipulant des allocations spéciales à la mère qui reste au foyer. Ce sont :

1° Le contrat passé entre la Caisse régionale de crédit agricole mutuel d'Alger et le Syndicat Professionnel des Employés de Banque de l'Algérie, assurant à la mère qui reste au foyer 100 francs par mois et par enfant de moins de 18 ans et 100 francs en cas d'accouchement ;

2° Le contrat collectif passé entre les Caisses d'Épargne et le Syndicat de leur personnel stipulant une allocation de 200 francs par an aux familles des employés dont la mère reste chez elle et élève au moins un enfant de moins de 12 ans ou plusieurs de moins de 15 ans ;

3° A Charleville, la Commission paritaire des Collaborateurs de la Métallurgie a décidé qu'une indemnité de 100 francs par mois serait versée à tout allocataire dont la femme reste au foyer, est mère d'au moins un enfant mineur non salarié, ne tient pas un commerce patenté et ne reçoit aucun salaire. La même indemnité est versée aux veufs chargés d'enfants mineurs ;

4° Le contrat collectif de la corporation des Assurances dans le Nord et le Pas-de-Calais a adopté la formule « des Allocations différenciées » : c'est-à-dire, qu'à chaque échelon du barème, l'allocation familiale est majorée si la mère est au foyer (80 fr. par mois pour un enfant au lieu de 60 fr. ; pour deux 190 fr. au lieu de 150 fr. ; pour trois 300 fr. au lieu de 185 fr.) ;

5° La convention collective concernant les Employés du Négoce des Laines de Roubaix-Tourcoing, conclue entre l'organisation patronale et les Syndicats Libres d'Employés de Roubaix-Tourcoing, donne d'abord aux employés mariés une majoration du salaire proprement dit, de plus, aux allocations

familiales versées par la Caisse interprofessionnelle de la région de Roubaix-Tourcoing, un organisme créé pour cela par l'Union des Négociants, ajoute lorsque la mère est au foyer 25 francs par mois pour un enfant, 140 francs pour deux, 150 francs pour trois, 175 fr. pour quatre.

D'autre part, 11 Caisses de Compensation appuient cette prime spéciale de la « mère au foyer », ce sont :

La Caisse de Compensation du Textile de Lille, dans laquelle la mère ne travaillant pas est considérée augmentant d'une unité le nombre d'enfants, de sorte que l'allocation mensuelle passe ainsi pour un enfant de 25 fr. à 70 fr. ; pour deux de 70 fr. à 175 fr. ; pour cinq de 450 fr. à 650 fr., soit alors 200 fr. par mois pour la mère.

Ce système de barèmes différenciés, est également appliqué par les Caisses interprofessionnelles de l'Ain, de Lyon et de la région, de la région de l'Est (Nancy), de Saint-Omer et de la région du Gier, de Vienne, de Villers-Grasse, de la région ; l'Association Familiale Lyonnaise du Blanchiment et de la teinture ; la Caisse de l'industrie textile de Sedan ; la Caisse des Entrepreneurs de la Haute-Savoie ; la Caisse des industries textiles et papeteries de la région de l'Est (Epinal) ;

Une Caisse accorde une indemnité spéciale de 100 francs par mois à la mère qui reste au foyer lorsque l'emploi est à la fois allocataire et assuré social, c'est la Caisse de Compensation de la région provençale, Marseille.

### LES ARBITRAGES

Voilà donc divers exemples susceptibles d'inspirer et d'encourager nos futures revendications. Vous avez pu lire également dans « L'Ouvrier Métallurgiste » de janvier, le passage de l'arbitrage de M. Suquet, dans le conflit de la Métallurgie du Nord, concernant la mère au foyer. L'arbitre déclare que l'introduction de cette réforme est hautement souhaitable et souhaite, et recommande de reconsidérer cette question lors des discussions éventuelles ultérieures sur les salaires.

En juin 1937, l'arbitrage de M. Blondel, dans le cas des industries Chimiques de la Marne, attribuait 125 francs par mois à la mère restant au foyer. La sentence de M. Grimanelli, dans le conflit de la Verrerie et de la Céramique en date du 26 novembre 1937, alloue 200 francs par mois à l'employée ou à l'ouvrière dont l'épouse reste au foyer ; celle de M. Escarra, dans le conflit des Agents Généraux d'Assurances en décembre 1937, majore les allocations familiales de 20 fr. pour le 1<sup>er</sup> enfant ; 30 fr. pour le second, 40 fr. pour le troisième, lorsque la mère reste au foyer.

Enfin, tout récemment, à la demande de nos camarades de la Fédération des Services Hospitaliers, M. Marcel Lachaze vient de rendre une sentence dans laquelle il accorde une prime de 150 francs par mois aux bénéficiaires des allocations familiales dont l'épouse légitime reste au foyer.

### CONCLUSIONS

Consécutions officielles de cette initiative, avons-nous dit, et qui nous fait bien augurer de l'avenir, cependant, l'action des organisations professionnelles intéressées ne saurait se ralentir, elle doit, au contraire, être poussée avec énergie et persévérance pour garantir définitivement au travailleur la dignité du travail assuré, pour protéger la santé et la dignité de la maman retrouvant sa place prédestinée au foyer, pour sauver en un mot la famille ouvrière d'une déchéance certaine en lui rendant la gardienne de son unité, en lui assurant le véritable salaire familial, facteur indispensable à son complet épanouissement.

Les applaudissements qui éclatent après cette conclusion, sont une manière de remerciement au rapporteur, et lui montrent l'intérêt qu'a pris l'auditoire à son exposé.

Le repas en commun servi dans les salons Coat, fut des plus appréciés par les congressistes y prenant part.

### LA REUNION DE L'APRES-MIDI

La reprise des travaux du Congrès eut lieu immédiatement après ce repas, et la séance commença par la discussion générale.

Tout à tour, au sujet du rapport présenté par Terrien, nous notons les interventions de Basse-Indre, Nantes, Indret, Chateaubriant. Saint-Nazaire répond, et la mise au point est faite, les conclusions tirées par Gerstel qui préside les débats ; il nous dira entre autres que les caisses de compensation créées pour les allocations familiales sont, si l'on peut dire, de fondation récente, aussi l'organisation déficiente de certains services de ces caisses amène-t-elle quelques critiques, si les faits sont si, et s'ils se reproduisent, une intervention sera nécessaire auprès de la Direction de ces caisses pour faire une mise au point et donner une meilleure compréhension de part et d'autre des intérêts que peuvent en retirer les ouvriers.

Des interventions successives de Saint-Nazaire, Indret, Basse-Indre,

au sujet de la récupération des jours fériés, ainsi que des neurones supplémentaires, permettant de faire le point, et nous ferons remarquer que le texte de la circulaire ayant trait à cette récupération, est des plus vagues et ne permet pas aux ouvriers de s'élever légalement contre cette récupération, tout en laissant aux employeurs la liberté de faire ou de ne pas faire récupérer. Terrien de Saint-Nazaire, est chargé de faire parvenir un rapport à la Fédération sur cette question.

### LE DISCOURS DE GERSTEL

Après nous avoir parlé de la situation de la Fédération de la Métallurgie en France, situation qui devient de plus en plus intéressante, grâce à votre travail, vous militants de Sections, et nous avoir entretenu du travail de la Fédération sur tous les terrains, il viendra à nous parler du Statut Moderne du Travail.

Tout d'abord il vous dira : en juin 1938, aussitôt les accords Matignon, l'on s'achemina vers la codification de tout ce qui faisait le fond de ces accords, à savoir : Contrat collectif ; Délégués ouvriers ; Congés payés, et cet achèvement nous a conduits à ce qu'aujourd'hui on désigne sous le nom de Statut Moderne du Travail.

Dire que les textes votés par les deux Assemblées jusqu'à présent donnent à la C.F.T.C. entière satisfaction... pas précisément ! Mais, enfin, il y a un effort de fait ; la C.F.T.C. n'ignore pas qu'en l'occurrence, elle n'est pas seule juge, mais elle prend note du désir de conciliation et des modifications de certains textes, modifications qui peuvent paraître benignes, mais qui font qu'aucun monopole n'est créé en faveur de quelque syndicat que ce soit. Il nous indiquera que pendant l'étude et le vote de ces textes, la Commission de la Fédération est en contact permanent, nuit et jour, avec les Commissions de législation et Commissions du Travail, par l'intermédiaire du Groupe parlementaire de défense du Syndicalisme chrétien.

Gerstel nous précisera que nous pouvons faire toute confiance à la Fédération et fera appel à l'union de tous pour l'action d'une plus grande C.F.T.C.

Les applaudissements qui saluent sa péroraison, apaisées, les vœux déjà approuvés le matin, sont mis aux voix et votés à l'unanimité.

### VŒUX EMIS AU CONGRES DE LA METALLURGIE DE BASSE-INDRE LE 6 MARS 1938

Le 5<sup>e</sup> Congrès régional des Syndicats Chrétiens de la Métallurgie, réunis à Basse-Indre le 6 mars 1938, après avoir entendu et discuté un rapport sur le salaire vital et le salaire familial, Considérant :

1° Que le minimum vital indispensable pour garantir une existence digne et honnête n'est pas atteint par les bas salaires ;

2° Que ce minimum est encore plus rarement assuré aux chefs de famille pour lesquels les allocations familiales actuelles sont loin de compenser les charges que représentent les enfants, situation constamment aggravée par l'augmentation continue du coût de la vie ;

3° Que la présence de la mère au foyer est un facteur nécessaire à l'unité de la famille ouvrière, à son développement normal, à l'éducation des enfants, à l'ordre du foyer ;

4° Que la nécessité d'un salaire d'appoint obligeant la mère à rechercher un travail rémunéré hors de son foyer est une anomalie ;

5° Qu'en regard du chômage le retour de la mère au foyer, laissant ainsi la place au chômeur, est, au plus haut point, souhaitable ;

6° Qu'il serait infiniment préférable d'assurer un salaire au chômeur et une prime à la mère pour lui permettre ou l'encourager à rester au foyer ;

Emet le vœu :

1° Que soient enfin établis, par profession et par région, des minima de salaires en rapport avec le coût de la vie contrôlé, ainsi que le préconise le plan de la C.F.T.C. ;

2° Qu'un effort maximum soit fait en faveur des allocations familiales sur le taux desquelles il conviendrait d'appliquer en premier lieu l'échelle mobile ;

3° Qu'une allocation spéciale soit accordée à la mère qui reste au foyer, ainsi que le stipulent certaines arbitrages et plusieurs conventions collectives et que l'appliquent déjà une douzaine de caisses de compensation.

Après lecture de ces vœux, le camarade Bouvron remerciera également Nicolas et Boullier de la Marine, les dirigeants et militants ayant pris part à ce Congrès, et terminera en demandant de fixer la ville et la date de principe du prochain Congrès départemental.

Après quelques échanges de vues, Chateaubriant sera chargé de l'organisation du 6<sup>e</sup> Congrès Départemental de la Métallurgie, et ce Congrès devra se tenir dans la première quinzaine de mars.

L'ordre du jour étant épuisé, le Congrès est déclaré terminé.

## Informations de dernière heure sur les grèves dans la métallurgie parisienne

Brutalement sans qu'apparemment des indices l'aient laissé prévoir la grève éclate chez Citroën, puis chez Gnome et Rhône et dans quelques autres entreprises.

D'aucuns voudraient que cette démonstration soit le fait des travailleurs et que les organisations ouvrières n'y soient pour rien ?

Les motifs : révision de la convention collective, rajustement des salaires.

Si ces deux questions, d'ardente actualité, méritent que l'on s'y arrête pour les examiner à fond, elles ne doivent pas être prétextes à conflit et ne l'expliquent pas.

Quand on examine comment ont pris corps ces grèves on est obligé de voir que :

1° S'il y a une vague de mécontentement elle est d'un autre ordre d'idées ;

2° Ce conflit était prémédité, voulu, des ordres étaient donnés sous le boisseau.

Mais l'on s'est gardé, afin de ne pas se compromettre, d'en réclamer la paternité.

La gravité de la situation extérieure exige des travailleurs organisés un sens plus précis des proportions, et ils n'ont pas le droit de se prêter à certaines manœuvres d'où qu'elles viennent.



# La Vie Fédérale et Syndicale

## NORD

### ROUBAIX

L'augmentation accordée par l'arbitrage de M. Schneider ayant provoqué dans les milieux ouvriers de la Métallurgie, de Roubaix - Tourcoing, une assez vive réaction, une demande tendant à leur étendre le bénéfice de cette sentence avait été introduite par les Syndicats confédérés auprès des Pouvoirs Publics. Nos camarades des Syndicats Libres, après avoir participé aux diverses négociations qui ont abouti à un accord direct, ont précisé comme suit leur position :

A la suite d'une réunion de leurs Commissions Syndicales, les Syndicats Libres de la Métallurgie ont donné leur signature au règlement du problème des salaires dans la Métallurgie de Roubaix - Tourcoing et environs, afin de ne pas s'opposer à l'accord direct intervenu entre les parties.

Ils ont cependant exprimé le regret qu'à deux reprises consécutives, il n'ait été tenu aucun compte de la situation particulièrement grave des familles ouvrières. Ils ont maintenu les réserves formulées par eux publiquement sur une solution anticipée qui peut gêner à l'avenir le règlement du problème des salaires en liaison avec les coefficients semestriels du coût de la vie.

## PAS-DE-CALAIS

### BETHUNE

#### COMITE REGIONAL DE LA METALLURGIE

Les délégués des Syndicats Libres de la Métallurgie de Lens, Hénin-Liétard, Isbergues, Lillers et Béthune, se sont réunis au siège, 13, place Marmottan, à Béthune, le dimanche 6 mars, sous la présidence de Jean Haniquant, remplaçant Jules Catoire retenu.

Pour mener l'action professionnelle il fut désigné des responsables dans chaque centre. Un bureau fut formé : Marcel Beck fut désigné Secrétaire. Les délégués responsables sont :

Pour Lens : Courtin ; Hénin-Liétard : Gosselin ; Isbergues : Vanoise ; Lillers : R. Desruelles ; Béthune : Corriette.

Après le rapport de chaque délégué responsable sur l'activité du syndicat et la situation actuelle, l'action syndicale et professionnelle fut passée en revue.

En attendant la décision du su-

rarbitre, il fut décidé de mener l'action nécessaire dans les différents centres.

Jean Haniquant fit ensuite un exposé de la situation et donna diverses consignes à suivre.

## ARDENNES

### CHARLEVILLE

Depuis quelque temps l'activité des T.M. ne s'était pas manifestée dans les colonnes de notre journal, certes celles-ci n'en étaient pas moins importantes, mais notre modeste organe a un redoutable concurrent en la personne de « La Voix Sociale des Ardennes » qui relate fidèlement l'activité de nos camarades métallurgistes.

Pris par des tâches syndicales multiples, quoi de surprenant à ce qu'il soit difficile aux militants responsables de nous donner de temps à autre quelques lignes sur leur travail dont l'intensité et l'efficacité mériteraient cependant d'être connues de l'ensemble de nos Syndicats. Il faut avoir assisté à un de leurs Congrès, comme celui qu'ils préparent pour le 24 avril, pour mesurer toute l'importance de l'effort quotidiennement accompli par les militants ardennais ; les sections locales déclarées du Syndicat de la Métallurgie de Charleville qui s'étendent de Sedan à Givet, se font un devoir d'être présentes à toutes les manifestations organisées dans leur département. L'esprit syndical qui les anime et qui attire à elles de nouveaux adhérents, n'y est certes pas étranger ; la vitalité du mouvement ouvrier chrétien en pleine ascension dans toute la région, mérite d'être rapportée, car elle est un exemple qui doit être connu et imité de tous.

## MEURTHE-&MOSELLE

### NEUVES-MAISONS

#### LES REVENDICATIONS ET L'UNITE

Sans vouloir nous mêler à une cuisine syndicale qui n'est pas de notre ressort, il nous est bien permis de noter, une fois de plus, combien notre position à l'égard de la réalisation de la démocratie syndicale est la seule logique et possible.

Tout dernièrement, par suite d'une modification dans l'organisation d'un service dans une usine métallurgique de cette ville, une réclamation était adressée à la Direc-

tion ; celle-ci après l'avoir examinée, faisait des propositions insuffisantes, et des rumeurs de grève menaçaient de s'étendre à l'ensemble de l'établissement. L'affaire fut portée devant le Préfet, une Commission d'enquête présidée par un ingénieur technique était nommée pour contrôler sur place le bien fondé de la demande ouvrière.

Aux dernières nouvelles, celle-ci aurait conclu à certaines améliorations portant sur le travail d'un très petit nombre de personnes, en tout cas, les proportions qui avaient été données à ce conflit avaient été démesurément exagérées.

Seulement, cette agitation avait un but, inavoué mais certain, à savoir : la lutte entre ex-confédérés et ex-unitaires ; ces derniers cherchant par tous les moyens à s'assurer des leviers de commande de l'organisation syndicale que les premiers n'entendent pas lâcher et pour cause !

En matière de conclusion, nous ne voulons pas nous étendre outre mesure sur un incident qui serait de minime importance si la Classe Ouvrière, une fois de plus, n'en faisait pas les frais ; combien de grèves, hélas ! ont été l'enjeu de ces luttes, combien de revendications justes ont été ainsi déconsidérées et anéanties. Quant à nous, les faits nous apportent chaque jour la preuve de la justesse de notre action, aussi en dépit de tous les partis pris et de toutes les incompréhensions nous ne désespérons pas de voir un jour nos camarades de travail se grouper dans notre mouvement qui est seul capable de leur apporter, par son esprit et ses méthodes, le bien-être et la paix qui leur assureront le bonheur.

## GIRONDE

### BORDEAUX

#### COMMENT ON REDUIT LES SALAIRES

Les difficultés rencontrées par les Métallurgistes Bordelais pour obtenir une convention collective avec des salaires établis sur des bases donnant un tarif horaire moyen par comparaison à ceux appliqués à l'ensemble du pays, devaient se continuer pour obtenir non pas le maintien des avantages acquis, mais de trop importantes diminutions.

Après un premier rajustement, en date du 26 mars 1937, et un second le 3 décembre, nos camarades métallurgistes se voyaient tout récemment déboutés d'une nouvelle demande, la hausse du coût de la

vie, depuis le dernier rajustement, étant inférieure à 5 p. cent.

Cependant, comme chacune des sentences a laissé une différence sensible entre les salaires et la hausse, les métallurgistes bordelais se trouvent frustrés dans une proportion importante dont souffrent plus particulièrement les familles chargées d'enfants, aussi l'action pour obtenir des améliorations indispensables doit-elle être continuée sans désespérer, c'est ce à quoi s'emploient nos camarades du Syndicat Chrétien de la Métallurgie.

## MAINE-ET-LOIRE

### ANGERS

Le Syndicat de la Métallurgie qui groupe un nombre toujours croissant d'adhérents, tenait le 24 février dernier, sa réunion mensuelle, au cours de laquelle une agréable surprise était réservée.

En effet, notre camarade Fleury, Secrétaire de l'U.D., qui avait bien voulu faire une fois de plus les frais de la discussion et à qui nous devons déjà tant de services, nous annonça une bonne nouvelle : la présence en nos murs du camarade Péres.

Bien connu de tous, Péres est un chef dont l'éloge n'est plus à faire et dont nous aimons suivre les directives.

Quoique fatigué par un voyage précipité, nécessité par le comité de la Chaussure Choletaise, il a bien voulu venir saluer les « mécanos », cette corporation qu'il affectionne tout particulièrement.

Tous furent ravis du moment agréable et instructif qu'il nous fit passer, et tiennent à lui adresser un bien cordial merci.

H. D.

## COTES-DU-NORD

### GUINGAMP

#### CONSTITUTION DU SYNDICAT LIBRE DES OUVRIERS METALLURGISTES ET PROFESSIONS SIMILAIRES

Le bureau du syndicat libre de Guingamp avait réuni dimanche à 10 heures, à son siège social, 2, rue des Halles, les ouvriers métallurgistes qui avaient déjà fait confiance à son syndicat.

Devant le nombre sans cesse croissant de ses adhérents, dans cette profession, il a été décidé de constituer le Syndicat Libre des

Ouvriers métallurgistes affiliés à la C.F.T.C. Il a été procédé à la formation du bureau.

Ont été élus : Président : Le Floch ; Secrétaire : Yves Cadoui ; Trésorier : Yves Coias.

Lecture fut faite du statut du syndicat libre des ouvriers par le camarade Leon Urmaut, secrétaire de l'Union Régionale, qui démontra dans un très bref exposé, la nécessité d'une organisation par syndicats groupes en Union Locale.

Le camarade Victor Kaut, secrétaire de l'Union départementale, rappela les avantages d'être rattachés à la Fédération des métaux : caisse de chômage, indemnité de grève, etc.

La réunion se termina par un échange de vues sur diverses questions concernant entre autres les allocations familiales, les assurances sociales, et on se sépara contents d'avoir fait un nouveau pas dans l'organisation et la défense ouvrière, et espérant que les ouvriers de Guingamp accorderont toute leur confiance à ce nouveau syndicat.

## PUY-DE-DOME

### CLERMONT-FERRAND

#### Aux Camarades Métallurgistes

Le mois dernier, je vous adressais un appel pour vous demander de faire un effort pour assister plus nombreux à nos réunions.

Je vous demanderai cette fois de faire un nouvel effort pour venir, lorsque vous serez disponibles, à nos cours de formation syndicale, qui ne peuvent que vous rendre service. Ceci vous permettra lorsque vous aurez à discuter avec vos camarades d'atelier de pouvoir répondre avec précision et ne pas être devant votre interlocuteur à ergoter et ne savoir que dire, à condition bien entendu que la conversation se fasse strictement sur le plan professionnel et syndical, laissant bien entendu en dehors toute politique, comme notre doctrine nous le demande.

Notez donc, dès aujourd'hui de vous rendre disponibles pour le lundi 25 avril, jour où aura lieu, 7, rue Thomas, au 1<sup>er</sup> étage, à 20 h. 15 un cours sur les conventions collectives, chose d'actualité et qui peut vous rendre de grands services.

G. REVOL.

### RIOM

Nos camarades de la Compagnie des Signaux viennent d'inscrire à leur actif une nouvelle réalisation syndicale. Le Conseil a décidé d'accorder à tous ses adhérents un livret de Caisse d'Epargne à la naissance d'un enfant, le livret sera établi à son nom et la somme allouée prise sur la Caisse de Secours avec effet rétroactif à juillet 1937, c'est ainsi que plusieurs de ses membres en sont déjà bénéficiaires.

Nous souhaitons que nos camarades ne s'arrêtent pas en si bon chemin et qu'ils continuent à donner l'exemple d'initiatives aussi intéressantes.

## NOTRE CARNET

### Mariage

« L'Ouvrier Métallurgiste » est heureux de présenter ses vœux de bonheur à notre camarade Armand BOINAIS et à sa jeune épouse. Militant infatigable dans nos organisations du Mans depuis de longues années, notre camarade, par son dévouement et par l'aide qu'il a apportée aux métallurgistes en toute circonstance, leur a permis de créer, de faire vivre et de développer, dans une région difficile, leur syndicat ; sans lui, le Syndicalisme Chrétien aurait été absent d'une profession où il se doit à tout prix d'arrêter l'influence communiste qui l'a envahie.

\*\*

### Naissance

Nous sommes heureux de féliciter notre camarade LACOMBAS, dévoué Secrétaire du Syndicat de la Métallurgie de la Compagnie des Signaux à Riom, à l'occasion de la naissance de son fils Michel.

Nous prions l'heureuse maman d'accepter nos vœux les meilleurs pour la santé de son bébé et nous lui exprimons notre joie de voir s'agrandir (!) notre famille syndicale.

— Nous sommes heureux d'apprendre, d'autre part, la naissance de Monique RENON, fille du dévoué Trésorier du Syndicat de la Métallurgie. Nous prions M<sup>me</sup> Renon et notre sympathique camarade d'accepter tous nos compliments et tous nos vœux pour la santé de leur bébé.

Le chaos qui sévit partout frappe autour de nous la presse, même lorsque cette presse a derrière elle un passé déjà lointain qui ait pu garantir un plus long avenir.

Récemment encore on a eu la preuve qu'un journal qui inscrivait dans son titre le mot de collaboration des noms illustres, pouvait disparaître un beau matin trappé par le signe du temps.

Cet exemple est le témoignage que la presse actuelle est durement frappée, puisqu'elle peut en mourir. Quel est dès lors, le résultat de cette situation ? Plus que jamais le journal-industrie, le journal-commerce, vendra au public la marchandise que désire le public. Plus que jamais, il lui distillera le poison qu'il préfère à l'aliment sain qui pourrait le sauver.

Les difficultés du moment atteignent moins les publications vasales de leurs lecteurs que celles qui croient encore à la noble tâche éducatrice de la presse.

Et, puisqu'il faut enfin conclure ces longs articles sur « la Presse, corps de péché » retournons-nous alors vers la presse corps de vie. Et ayons le juste orgueil de prétendre que notre humble « Ouvrier Métallurgiste » tout réduit, tout mensuel, tout irrégulier qu'il est, demeure tout de même pour ceux qui lui sont fidèles, l'un des membres nécessaires du corps de vie.

Car il a sa fonction lui aussi. Car il a sa place au soleil comme d'autres. Comme d'autres, il trace la voie vers la lumière et pour discret qu'il apparaisse, le rayon qu'il projette sur la vie du Travail, unie à d'autres rayons, crée une clarté plus franche sous laquelle le travail est plus beau.

Il n'est pas vrai que notre journal occupe une place inutile, car s'il disparaissait, le vide qu'il laisserait se ferait sentir avec peine chez tous ceux qui l'aiment.

Au surplus nous avons tort de trop clamer sa modestie. Il faut bien qu'on sache que l'Ouvrier Métallurgiste est lu et suivi avec intérêt dans des milieux autres que ceux auxquels il s'adresse principalement.

La presse du Travail, la nôtre et celle... d'à côté ne l'ignore point. Et il lui arrive d'en faire cas. La presse d'information le connaît également assez pour le citer au hasard des circonstances.

Et il n'y aurait que ses lecteurs à ne pas croire en son destin, en sa nécessité !

L'hypothèse en vérité est dérisoire. Tous nos amis sont convaincus que l'O. M. a sa raison d'être.

Objectera-t-on qu'il est susceptible de faire double emploi avec

# LA PRESSE

## CORPS DE PÉCHÉ (1)

### En guise de conclusion

d'autres organes de la C.F.T.C. ? L'argument est sans valeur.

La Métallurgie est une branche ouvrière dénuée dont l'activité ne saurait trouver écho dans une publication d'intérêt plus général. Le « Métallo » ne trouve point ailleurs développées les questions professionnelles qui l'intéressent.

Je ne saurais chercher ailleurs le bilan de l'activité syndicaliste qui concerne sa catégorie.

Faisons un mauvais rêve. « L'Ouvrier Métallurgiste » a disparu.

C'est d'abord l'afflux quotidien d'un courrier désolé sur le bureau du Secrétaire Général.

Un courrier analogue à celui qu'il lui arrive de dépouiller lorsque paraît en retard votre journal.

On ne veut pas croire que ce soit fini et que chaque mois on ne lira plus ces quatre pages modestes, toute pleines de l'esprit commun.

On exprime l'espoir, cette fois, qu'il s'agit d'un plus long retard. Hélas, le retard est définitif. « L'Ouvrier Métallurgiste » ne paraîtra plus.

Une lumière s'est éteinte et il y a un peu plus de nuit dans laquelle lutter sera un peu plus difficile.

On travaillera en aveugle. On ignorera ce que le voisin entreprend, si l'entreprise a réussi et comment elle aura réussi.

Chacun dans sa région et dans son Syndicat aura cette impression pénible, qui est à l'origine de bien des abandons, d'une solitude, d'un oubli dont rien ni personne ne la sortira.

Le trait d'union avec les camarades d'ailleurs est rompu. C'est un peu comme si quelque saboteur avait coupé une ligne téléphonique au moment où l'on communiquait avec un ami d'autre part.

C'est le silence autour de soi et de son labeur.

Sur le front du travail aux maintes activités, les « métallus » de chaque région, comme des patrouilles perdues, tâcheront d'avancer vers des objectifs qu'ils discernent mal sans savoir si l'action est commune et profitable à la collectivité syndicale.

On ne connaîtra plus les consi-

gnes de conquête, chacun dans son secteur agira selon son initiative personnelle.

L'Unité, enfin, cette fameuse unité d'action sans quoi les causes les plus faciles se perdent, n'existera plus. Il n'y aura plus synchronisation des efforts. La machine tournera sans cadence. L'œuvre n'avancera pas.

Alors il y aura des abandons, qui ne seront même pas des défections. L'homme a le droit d'être fatigué de lutter en vain, d'avoir l'impression de lutter en vain, puisque ce n'est qu'un homme.

Peut-on demander à tout le monde d'être des Héros ?

Déjà nous entrevoyons, « L'Ouvrier Métallurgiste » disparu, déjà nous entrevoyons le marasme sévir dans des sections auparavant florissantes de vie syndicale. On notera place Saint-Georges, sur la carte géante où sont inscrits tous les centres métallurgistes de France, des effacements lamentables. La belle œuvre péniblement édifiée hier se lézardera chaque jour davantage jusqu'au temps où le Syndicat de la Métallurgie ne sera qu'une maison en ruines.

...Tout cela parce que sera mort quelques mois, quelques années peut-être auparavant — le temps ici ne fait rien à la chose — un tout petit journal mensuel, irrégulièrement mensuel, un tout petit journal de quatre pages qui avait nom « L'Ouvrier Métallurgiste ».

Heureusement, mes camarades, il ne s'agit là que d'un mauvais rêve. « L'Ouvrier Métallurgiste » est bien vivant. Et vous voulez qu'il continue de vivre et de vous aider à vivre votre vie syndicale.

Tout de même ne croyez pas que soit chargé le noir tableau que je viens d'imaginer autour de la mort impossible de notre journal. Malheureusement, c'est ainsi que les choses iraient.

Et puisqu'il nous faut chercher ailleurs des exemples, constatons ensemble que les grands partis peuples ont si bien compris — de droite à gauche — l'utilité, l'urgence d'avoir une presse à eux qu'ils ont multiplié leurs publications. Car ils savent que leur propagan-

(Voir les numéros 21 et 22 de l'O. M.)

de, c'est-à-dire la vie même du parti en dépend.

Il faut le répéter ici, s'il y a une mauvaise presse... et puis une bonne, il n'y a pas de presse inutile.

« L'Ouvrier Métallurgiste » a sa raison d'être qui diffère de celle des autres confrères syndicaux. Alors parce qu'il a sa raison d'exister, parce que chacun d'entre nous connaît cette raison-là, notre journal doit vivre.

Or, un journal vit d'abord par ses lecteurs et c'est pourquoi cette série d'articles sur « La Presse, corps de péché » se terminera par un nouvel appel aux lecteurs, aux amis fidèles de « L'Ouvrier Métallurgiste ».

On fait à la presse la vie dure en ces heures où toute tâche est plus ardue. Il est de toute évidence que les petites publications analogues à la nôtre supportent plus gravement les conséquences de cette fameuse dureté des Temps.

C'est un miracle que nous « tenions » encore en dépit des frais nouveaux que nous subissons.

Le miracle, au surplus, c'est un peu vous tous, nos camarades, qui le réalisez. Continuez dès lors, d'épauler l'œuvre commune. Je n'annonce point ici — qu'on se rassure — une quête.

Simplement, je demande à chacun des quelques milliers de lecteurs qui... pestent chaque mois — et fort justement — contre le retard de « L'Ouvrier Métallurgiste », de bien remplir le simple devoir de l'abonnement.

Que chacun paye sa part bien modeste en regard de ce qu'on demande ailleurs, que chacun en un mot paye son journal, et le journal est assuré de continuer à vivre.

Mes camarades, avec toute votre conscience et toute votre foi dans l'œuvre syndicale et chrétienne à laquelle vous vous êtes voués, ne permettez pas que devienne jamais réalité, le mauvais rêve qu'ensemble nous avons fait tout à l'heure.

Mais ensemble assurons à notre « Ouvrier Métallurgiste » une place plus stable et plus grande, d'avantage parmi cette presse, corps de vie, qui a pour mission primordiale de mener le bon combat contre l'Autre.

Qu'ensemble nous maintenions vivant le rayon nécessaire de sa clarté, parce qu'une clarté qui s'éteint — si pâle qu'elle soit — c'est la nuit qui se fait plus grande.

Et la nuit serait triste s'il n'y avait pas les lointains scintillements des étoiles.

Jean RICHARD.

## FIN DE JOURNÉE...

(Suite de la 1<sup>re</sup> page.)

Ah ! si l'ouvrier de partout comprenait qu'il doit être la force principale de justice et de grandeur, s'il comprenait l'ouvrier de toutes les usines, de tous les ateliers, de toutes les mines, de tous les chantiers, s'il comprenait qu'il peut imposer à une société dont il vit, mais qu'il fait vivre, la seule loi humaine qui peut sauver l'ouvrier, les principes de la totale fraternité.

Si tous les ouvriers du monde se donnaient la main par-dessus toutes les frontières et enserraient la terre dans la chaîne innumérable de leurs bras rudes à la tâche.

Le monde pourrait encore être sauvé de la mort lente qu'il s'inocule.

Ils diraient aux maîtres obscurs de plus obscures puissances :

« Nous voulons travailler pour la paix, bien majuscule des peuples avec leur liberté. Tous de France et d'Allemagne, d'Angleterre et d'Italie, d'Europe et d'Amérique, ouvriers du monde, nous sommes la force et nous savons ce que peut cette force.

Finies les politiques étroites et les idéologies extrêmes également erronées.

Finis la haine, la rancœur et l'orgueil.

« Nous abattons tous les faux dieux qu'on imposa à notre dévotion, et qui n'érigèrent leur puissance que sur notre pusillanimité.

« Nous ne croyons plus que telle profession détermine l'ennemi ou l'ami.

« Nous voulons, aujourd'hui, que derrière chaque frontière, comme derrière la porte de chaque maison ouvrière, il n'y ait plus que des frères justement orgueilleux des passés divers de leurs pays, rivalisant d'un zèle légitime pour que leur nation soit dans la paix, plus grande et plus belle.

« Car il n'y a que dans la paix, qu'une nation soit belle.

« Et c'est la paix, la paix du monde que nous déclarons aujourd'hui contre tous ceux qui fient de nous des troupeaux trop fidèles au service des égoïsmes de partis.

« Ouvriers de toute la terre.

nous nous détournons de tous les faux dieux, de tous les idoles rouges, de tous les dieux pour regarder dans la plus belle histoire des siècles, travailler, en robe de lin blanc, un charpentier de vingt ans au bord du chemin de Nazareth.

« Et nous proclamons à nouveau, ouvriers et chrétiens que nous sommes :

« Paix ici-bas, à ceux qui ont la bonne volonté ;

« Bienheureux ceux qui sont affamés de justice... et qui souffrent, pour cette justice, persécution ;

« Bienheureux les pacifiques, les pauvres, les humbles ;

«...Les seuls pécheurs qui se repentent.

« Et nous remettons l'épée au fourreau, parce que périra par l'épée celui qui frappe par l'épée.

« Enfin nous courrons nous réconcilier avec notre frère parce que c'est la loi première. Celle qui brise la Haine odieuse dont meurt le monde. »

Dis cela, ouvrier, mon frère chrétien, frère de tous les hommes, dis cela à ceux qui moquent ton idéal.

Dis leur qu'il n'y a pas d'ennemi pour toi sur le chemin qui va de Jérusalem à Jéricho, mais des cœurs blessés par l'injustice et l'orgueil, et que tu sais les secourir.

Dis que ton prochain ne se borne point au confin de tes amitiés, qu'il est fait de tous les autres hommes qui souffrent leur vie à côté de la souffrance et de ta vie.

...Ah ! Grand Dieu, si tous les ouvriers de toutes les usines, de tous les ateliers, de toutes les mines, de tous les chantiers, comprenaient qu'il est urgent d'imposer au monde qu'il se suicide, la seule loi humaine qui peut sauver l'avenir ; la loi de la fraternité totale !

Le Compagnon.



Imprimerie Centrale  
12, rue St-Siméon,  
Bordeaux.

Le Gérant : Henri SINJON.



# DE TOUT UN PEU !

## La Mutualité concurrence-t-elle les Assurances Sociales ?

Passons ensemble un aperçu rapide sur les origines de la Mutualité.

A quelle époque naquit la Mutualité ? Elle existe depuis des siècles. Au Moyen Age, et principalement en France elle se développa par les Confréries, puis les Corporations dont il reste encore des traces à l'heure actuelle, étant des groupements d'artisans.

Ensuite nous trouvons les Maîtrises, suivies des Compagnonnages, sortes d'organisations syndicales. L'histoire nous rapporte que ces groupements furent tantôt très florissants pendant certains régimes, et abolis aux heures de tourmente révolutionnaire. Ce n'est qu'après la fin du Premier Empire que ces groupements mutualistes réapparaissent, ayant reconquis leurs droits d'association ; mais il faut attendre jusqu'en 1850 pour arriver au grand réveil mutualiste, qui déclencha ces idées de prévoyance et créa ce que nous appelons aujourd'hui : Nos Sociétés de Secours Mutuels.

Parmi les plus anciennes encore à l'heure actuelle à Paris, citons la Société Saint-François, fondée en septembre 1818, aujourd'hui devenue Société de Secours Mutuels des Tapissiers Français, et la Société des Sculpteurs-Marbriers fondée en janvier 1820.

Ainsi, une fois de plus, nous constatons que ces anciennes organisations syndicales restent la base de la Mutualité et du Syndicalisme Chrétien du temps présent.

Notre grande famille qu'est la Mutualité compte à l'heure actuelle 8 millions passés d'adhérents répartis en 27.000 Sociétés de Secours Mutuels (en France).

Qu'est-ce que la Mutualité ? Son but : c'est de créer une solidarité effective et confiante entre les travailleurs et de leur assurer pour une cotisation minime, des indemnités pécuniaires en cas de maladie, de maternité, de décès, etc.

Les risques sociaux n'ont cessé de faire naître dans le cœur de tout travailleur le besoin de se défendre contre les atteintes des maux qui l'environnent, et n'est-ce pas ce souci continu qui doit le rendre prévoyant et l'entraîner avec force à devenir mutualiste ?

Tel que notre Syndicat Chrétien nous défend et nous protège en ce qui concerne les lois du Travail, telle une Société de Secours Mutuels nous offre aide et protection

## Au Bureau Fédéral

Dans sa dernière séance et parmi les questions examinées par notre Bureau, nous retiendrons celle qui doit être connue, dès aujourd'hui, par l'ensemble de nos Syndicats adhérents à savoir : la date à laquelle aura lieu notre prochain Congrès Fédéral National et qui a été fixée aux **Samedis 22 et Dimanches 23 Octobre 1938**, et sera ratifiée par le prochain Conseil National Fédéral.

Étant donné l'importance de notre réunion annuelle de novembre 1937, nous entendons, cette année, lui donner avec un cadre élargi, un développement proportionné à l'importance grandissante de notre Fédération.

La suite de l'ordre du jour a porté successivement sur la situation créée par le renouvellement des conventions collectives ; une intéressante discussion s'est engagée sur les observations faites par nos représentants dans les arbitrages du Nord, celles-ci nous amènent à considérer qu'à la suite des divers rajustements de salaires, en regard de la hausse du coût de la vie et pour l'ensemble des Industries de la Métallurgie Française, les avantages acquis en juin 1936 pour les salaires sont partout en régression, le Bureau estime que cette situation anormale doit appeler, de la part de tous nos Syndicats, une action énergique afin d'y mettre un terme.

Sur le chapitre chômage, si quelques industries paraissent dans certaines régions être touchées par celui-ci, dans l'ensemble les besoins de la Défense Nationale permettent à de nombreuses usines métallurgiques de travailler à plein rendement, c'est hélas, la pénible constatation que les circonstances actuelles nous amènent à faire.

De l'enquête sur le travail féminin dans la Métallurgie nous avons constaté qu'en majorité les femmes étaient syndiquées et toutes groupées dans les syndicats mixtes.

Pour les candidatures à présenter au Bureau Fédéral, nos camarades sortants **Léonard et Botton**, se représenteront pour notre Fédération.

Au chapitre international, **Péres** donne quelques indications sur nos relations avec nos camarades étrangers, il indique qu'il vient de régler notre cotisation à l'Internationale des Métallurgistes Chrétiens. Il donne communication d'un questionnaire reçu de celle-ci et portant sur les salaires, le

coût de la vie, le chômage, etc. en cas de maladie, maternité, vieillesse, décès.

Quant à dire que la Mutualité concurrence les Assurances Sociales, je dirai non ! car au contraire elle n'hésita pas à apporter son concours dans cette loi, et pour servir de son mieux l'intérêt pratique des travailleurs. Les Assurances Sociales abandonnent le travailleur âgé de 60 ans ; tandis que la Mutualité ne l'abandonne pas.

Les Sociétés de Secours Mutuels sont donc complémentaires des Assurances Sociales. D'ailleurs ou nous voyons l'aide de la Mutualité dans les Assurances Sociales c'est qu'elle a créé et gère 528 Caisses mutualistes de répartition (maladie, maternité), et 67 Caisses mutualistes de capitalisation (vieillesse, invalidité, décès). Je ne parle ici qu'en matière d'assurance des professions industrielles et commerciales.

Je puis vous dire que tous les mutualistes sont très satisfaits de percevoir leurs prestations d'assurances sociales par l'intermédiaire de leur Société de Secours Mutuels, ce qui leur évite des pertes de temps considérables et parfois coûteuses.

J'en viens donc à dire que tout syndiqué devrait être mutualiste, et je m'explique à ce sujet : **Syndicat intérêt matériel, et Mutualité intérêt physique**, et à mon point de vue l'un ne va pas sans l'autre.

Pourquoi ne ferions-nous pas avec l'aide de notre Syndicat une Mutuelle qui pourrait par exemple avoir pour titre : « La Mutuelle des Métallistes Chrétiens », ou bien encore : **La Mutuelle des Syndiqués Métallurgistes Chrétiens**.

Voulez-vous, mes chers camarades, étudier avec soin cette question d'organisation ? Elle est extrêmement simple.

J'estime qu'il serait un devoir pour chacun d'être prévoyant dans l'avenir, car si Dieu a dit : « Aidez-vous les uns les autres », dans la Mutualité nous pourrions dire : « Aidons-nous les uns les autres ».

D'ailleurs, la devise de la Mutualité le dit : « Tous pour un et un pour tous ».

A seule fin de savoir ce que vous pensez de ce sujet ou plutôt de cette proposition, il serait bon à mon point de vue que vous nous fassiez parvenir vos suggestions et accords pour connaître à peu près le nombre d'adhérents qui voudraient posséder leur mutuelle au sein de notre Syndicat.

Envoyez vos réponses au siège, 28, place Saint-Georges, Paris (9<sup>e</sup>), en mettant sur l'enveloppe : « Mutualité », adresser au nom de M. Botton.

Il ne faut pas oublier que le Syndicat Chrétien prendrait une part de frais dans la formation de ce nouvel organisme extrêmement intéressant pour tous. Bien entendu un syndiqué qui abandonnerait le Syndicat et qui ne voudrait pas perdre ses avantages mutualistes, serait obligé de payer une cotisation plus forte puisque le Syndicat ne prendrait plus à sa charge sa part de frais, ce qui serait tout à fait normal.

Puis vous donner une idée, sur la Mutuelle, et pour commencer, nous pourrions mettre la cotisation mensuelle à 6 francs, qui donnerait droit après 3 mois de noviciat, à une allocation journalière en cas de maladie de 8 francs par jour pendant les trois premiers mois, et 4 francs pour les trois mois suivants. La Mutuelle vous couvrirait donc pendant 6 mois, et en cas de décès une indemnité de 300 francs serait versée aux ayants droit. Je m'excuse de ne pas m'étendre plus longuement, mais nous y reviendrons dans d'autres articles.

Fernand FAIVRE.  
Président de la Fédération Mutualiste du Travail.

## À propos du renouvellement des conventions

Dans une circulaire aux Préfets et aux Inspecteurs du Travail, en date du 1<sup>er</sup> mars 1938, le Ministre du Travail prescrit à ces derniers de suivre les négociations en vue du renouvellement des conventions, après les avoir, au besoin, provoquées, il importe qu'elles soient alors activement poursuivies et, en raison du grand nombre de conventions collectives devant être renouvelées, les Préfets devront rechercher les personnalités les plus qualifiées pour diriger les débats qu'il est hautement désirable, dit-il, de mener à bonne fin dans un délai rapproché.

Enfin, il invite les parties à ne pas dénoncer les conventions et leur demande de le mettre d'accord pour les proroger jusqu'à l'achèvement des pourparlers engagés, le Ministre demande à être régulièrement informé de l'état des négociations et plus particulièrement de celles où il serait appelé à intervenir.

## La loi sur les procédures de conciliation et l'arbitrage du 4 mars 1938

Nous donnons ci-dessous un commentaire destiné à faire connaître à nos camarades les points principaux de cette loi.

Premier avantage, le règlement de chaque conflit ne pourra pas dépasser un mois, dont 8 jours pour chaque phase de la procédure. Les conventions collectives devront prévoir des arbitres patronaux et ouvriers, plus une liste de surarbitres, à leur défaut, c'est le premier Président de la Cour d'Appel qui l'établira ou la complètera. Les arbitres et le surarbitre ne peuvent pas statuer sur d'autres objets que ceux portés dans le procès-verbal de non-conciliation.

La Loi s'appliquera aux demandes de rajustements de salaires formulées par suite de la hausse du coût de la vie et lorsque celle-ci, à la suite de la publication de l'indice officiel, sera en hausse d'au moins 5 p. cent par rapport à l'indice précédent ou ont été fixés les derniers salaires.

Les arbitres et le surarbitre doivent proportionner la majoration des salaires à la variation de l'indice, ainsi que les allocations familiales.

Si, dans un Département, l'indice officiel n'existe pas, la comparaison sera faite en prenant pour base la moyenne de ces indices dans les départements limitrophes.

La révision des salaires et des allocations familiales ne pourra être effectuée que tous les six mois, à moins que la hausse de l'indice considéré n'atteigne 10 %, auquel cas la révision pourra intervenir aussitôt connu l'indice.

Les arbitres prendront connaissance des documents fournis par les parties et, en cas de surarbitrage, une discussion contradictoire aura lieu en présence du surarbitre, ceux-ci seront tenus au secret professionnel.

Les sentences doivent être motivées, elles sont sans appel et ne peuvent pas faire l'objet d'un recours soit devant la Cour de Cassation, soit devant le Conseil d'Etat. Toutefois, les parties pourront, dans les trois jours francs, à dater de la notification de la sentence, former au Greffe du Tribunal devant la Cour Supérieure d'arbitrage, un recours motivé pour incompétence, excès de pouvoirs ou violation de la loi.

Le Ministre du Travail pourra, lui aussi, dans la huitaine formuler un recours.

Les recours ne sont pas suspensifs et l'arrêt devra être rendu dans les huit jours et, s'il s'agit de la compétence, dans les cinq jours ; s'il y a annulation, la désignation d'un nouveau surarbitre est faite aussitôt.

## Extension de Conventions

ARRETE rendant obligatoires les dispositions de la convention collective de travail du 13 février 1937, concernant les employeurs et agents de maîtrise, techniciens, employés des industries métallurgiques du département de l'Aisne. (J.O. du 4 Février 1938.)

ARRETE rendant obligatoires les dispositions de la convention collective de travail du 10 Mars 1937, concernant les employeurs et ouvriers du commerce de l'automobile et les industries qui s'y rattachent de l'arrondissement du Puy. (J.O. du 12 Février 1938.)

ARRETE portant la création d'un Atelier Ecole à Neuves Maisons (Meurthe-et-Moselle) qui sera annexé à l'école primaire publique de cette ville. (J.O. du 22 février 1938.)

## Avis d'extension des conventions collectives

AVIS relatif à l'extension de la convention collective du travail concernant les réparateurs, monteurs, employés dans les ateliers d'opticiens lunetiers (Seine, Seine-et-Oise). (J.O. du 11 Février 1938.)

AVIS relatifs à l'extension de la convention collective du travail concernant : 1<sup>o</sup> la carrosserie de Rouen ; 2<sup>o</sup> les fabriques et ateliers de réparations de carrosseries pour automobiles de la ville de Rennes. (J.O. du 26 Février 1938.)

AVIS relatif à l'extension de la convention collective de travail concernant le commerce de l'automobile et les industries qui s'y rattachent du département de l'Aisne. (J.O. du 11 Mars 1938.)

AVIS relatif à l'extension de la convention collective de travail concernant les industries métallurgiques de la Haute-Saône (employés, techniciens, agents de maîtrise). (J.O. du 17 Mars 1938.)

## “L'Ouvrier Métallurgiste”

est votre journal

PROPAGEZ-LE ?

## En pensant aux prochaines vacances

Pour ceux qui songent à organiser leurs congés payés, nous avons la joie de leur indiquer qu'ils ont une occasion unique de réaliser à peu de frais le rêve que beaucoup n'ont pu mener à bien.

La C.F.T.C. organise en septembre un voyage à Rome. Pour ceux qui ne seraient pas convaincus de l'intérêt d'une telle initiative, qu'ils s'informent auprès d'amis qui se sont rendus dans la Ville Éternelle. « Ah ! si je pouvais y retourner », nous disait l'un d'entre eux. C'est le voyage des voyages, il faut lui consentir les sacrifices nécessaires, dès maintenant penser aux moyens à employer pour pouvoir dire dans quelques années, « moi aussi, je suis allé à Rome ! ».

Lisez les renseignements ci-dessous, et dites : « J'y vais ! ».

Départ : mardi 13 septembre. Retour : jeudi 22 septembre. Limite des inscriptions : 15 août. Droit d'inscription : 20 francs.

### ITINÉRAIRE NORMAL

Départ de Paris

1<sup>er</sup> jour : Paris-P.L.M., départ vers 16 h. ;

2<sup>e</sup> jour : Turin, arrivée vers 5 heures 30. Transfert en tramway à Don Bosco. Petit déjeuner ; Turin, départ 8 h. 20 ;

Rome, arrivée vers 20 heures. Transfert aux hôtels. Dîner ; logement ; pension complète.

3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> jours : Rome. 1<sup>er</sup> jour de visites en cars avec guides ;

1<sup>er</sup> jour de visite de la ville à pied avec guides ; 1/2 journée en car à Castelgondolfo ;

1<sup>er</sup> journée libre (excursion facultative à Naples) (visite de la ville et excursion à Pompéi) ;

7<sup>e</sup> jour : Rome. Petit déjeuner. Déjeuner. Matinée libre. Transfert à la gare.

Assise. Transfert aux hôtels. Dîner ; logement.

8<sup>e</sup> jour : Assise. Petit déjeuner ; déjeuner. Transfert à la gare.

Rapallo. Dîner ; logement.

9<sup>e</sup> jour : Rapallo. Petit déjeuner, matin excursion à N.-D. de Montal-

legro (en car). Déjeuner. Départ vers 14 heures.

Turin. Dîner au buffet. 10<sup>e</sup> jour : Dijon. Petit déjeuner au buffet.

Paris-P.L.M., arrivée vers 11 heures 30.

### TARIF (3<sup>e</sup> classe)

Paris : 1.050 francs ; Dijon : 945 ; Ambérieu : 850 ; Chambéry : 855 ; Modane : 820.

Séjour seulement (pour les titulaires du permis jusqu'à Rome) : 700 francs.

### ITINÉRAIRE DU MIDI

Départ de Marseille

1<sup>er</sup> jour : Marseille, départ vers 12 h. 45 ;

Vintimille, dîner au buffet ; Gènes, transfert aux hôtels.

2<sup>e</sup> jour : Gènes. Petit déjeuner ; déjeuner.

Dans la matinée, visite de la ville en car avec guides.

Du départ de Gènes au 9<sup>e</sup> jour, même programme que le groupe de Paris.

9<sup>e</sup> jour : Rapallo, départ vers 14 h. 15 ; Gènes : Dîner, panier-repas ; Marseille.

### TARIF (3<sup>e</sup> classe)

Marseille-Marseille : 855 francs ; Vintimille-Vintimille : 770 francs.

Séjour seulement (pour les titulaires de permis jusqu'à Rome) : 660 francs.

### Ces prix comprennent :

1<sup>o</sup> Les services d'hôtels comprenant les 3 repas, le logement, les pourboires et les taxes ;

2<sup>o</sup> Les billets de chemins de fer dans la classe choisie ;

3<sup>o</sup> Les repas en cours de route ;

4<sup>o</sup> Courriers accompagnateurs pendant toute la durée du voyage ;

5<sup>o</sup> Les visites mentionnées au programme.

N.B. — 1<sup>o</sup> Ces prix sont établis sur la base des tarifs ferroviaires actuellement en vigueur et sur le cours de la lire à 145 francs ;

2<sup>o</sup> Coût de l'excursion à Naples : En 3<sup>e</sup> classe, tout compris : 160 francs. (Réduction de 25 francs pour les inscriptions prises et payées avant le départ de Paris.)

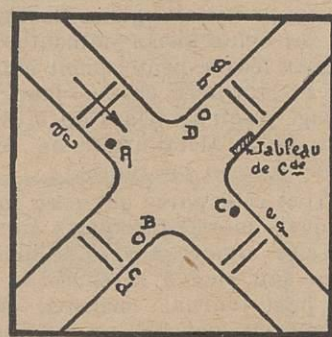
## L'O. M. SCIENTIFIQUE

### “ Le Robot aux yeux électriques ” régulateur de la circulation

Dans les carrefours où se croisent chaque jour une multitude de véhicules, la circulation est maintenant régie par un « Robot aux yeux électriques ».

Dans ces carrefours sont installés quatre phares A, B, C, D. Dans chaque rue et à une distance de 25 m. du centre de croisement, sont placées deux bandes ou pédales étendues sur presque toute la largeur de la chaussée. Lorsque les roues d'un véhicule passent sur les pédales, celles-ci n'agissent pas simultanément sur les mécanismes de commande. Les relais d'ouverture ou de fermeture du circuit électrique des phares déterminent l'action des contacteurs, suivant que le véhicule se dirigeant ou s'éloignant du carrefour a franchi l'une des deux pédales.

Supposons une voiture allant de A vers C dans le sens de la flèche, si les deux voies de chaque côté sont libres tout au moins jusqu'aux bandes de chaque rue, les quatre phares placés aux abords du carrefour, l'invalent par deux feux jaunes clignotants, à ralentir.



Aussitôt que le véhicule a franchi les pédales a et b, les deux phares A et C donnent la voie libre en faisant apparaître deux feux verts fixes. Au même moment, l'arrêt est commandé à tout véhicule venant de B ou de D par deux phares B et D à feu rouge. Dix secondes après, les feux jaunes réapparaissent.

Si plusieurs voitures se dirigent dans les deux sens dans la rue A et C, c'est le premier véhicule qui provoque l'allumage des feux verts A et C et des feux rouges D et B par son passage sur l'une des bandes a et b ou f et e commandant l'arrêt de la voie B et D.

Les voitures qui suivent celle qui a déclenché l'allumage des signaux ou qui se dirigent en sens opposé, circulent librement dans les deux sens A et C, chaque véhicule en

passant sur la bande prolonge le signal enclenché qui est le feu vert.

Les intervalles de signalisation sont à durée réglable. Car si nous supposons une longue file de voitures se dirigeant dans le sens de la flèche, il serait inadmissible d'obliger à l'arrêt les voitures allant de D vers B. Les bandes h, g, ou c, d, la font leur devoir, mais dans un délai réglé d'après la fréquence normale de la circulation à ce carrefour, la « voie ouverte » devient automatiquement « voie fermée » au commandement des « yeux rouges ».

L'homme tend ainsi de plus en plus à s'affranchir des besoins serviles en élargissant le domaine de son esprit et en domestiquant l'électricité dont le rôle est loin d'être terminé.

L. PRUD'HOMME.

\*\*\*\*\*

## La technique de l'émail

On nomme émail, un verre incolore ou coloré, transparent ou opaque. Ce verre est assez facilement fusible et contient d'habitude du borax et souvent du plomb. Il sert à recouvrir les métaux.

L'origine de l'émail est très ancienne ; les Égyptiens, les Chinois et les Japonais l'employaient déjà il y a 2.000 ans pour décorer des bijoux, etc. en bronze, cuivre ou or. On plaçait des émaux de différentes couleurs sur le métal. Les teintes étaient séparées par des cloisons du même métal et on arrivait ainsi à des dessins variés (métaux cloisonnés). D'après un autre procédé, on gravait des alvéoles dans le métal et on les remplissait d'émail (émail champlévé). Cet art était très développé au Moyen-Age.

L'émaillage d'objets en fonte et en tôle a sans doute été tenté il y a bien longtemps. Quoique des renseignements exacts nous fassent défaut, quelques dates. En 1764, on se servait déjà de fourneaux émaillés au Wurttemberg ; en 1779, un procédé d'émaillage fut mis au concours en France et en 1801 une composition d'émail fut publiée dans les Annales des Arts et Manufactures. En 1782, on mentionne en Suède l'emploi de casseroles en fonte émaillée. Le but de cet émaillage est double : d'abord, il sert à la décoration, ensuite et avant tout à protéger le fer contre les attaques de la rouille, des intempéries, des agents chimiques, etc. Il en est de même de l'émaillage des casseroles qui empêche l'attaque du fer par les acides et bases des mets qu'on y cuit.

Nous avons déjà dit que les émaux étaient des verres. Ils se composent en général de quartz (cristal de roche sable blanc), feldspath, argile, sparth fluor, carbonate de soude, minium, etc. Ce dernier qui entraine souvent pour plus de 50 p. 100 dans la composition de l'émail, est abandonné de

plus en plus. Il donne un très beau brillant à l'émail et le rend très fusible, mais a le grand inconvénient d'être très toxique, ce qui a donné lieu à de graves maladies et même à des accidents mortels. Pour rendre les émaux blancs, on y ajoute de l'oxyde d'étain, de la cryolithe et d'autres opacifiants ; pour les colorer, de l'oxyde de fer (brun), de l'oxyde de fer, de l'oxyde de cobalt (bleu), de l'oxyde de cuivre (bleu-vert), de l'oxyde de manganèse (violet), de l'oxyde de chrome (vert), etc., etc.

Chaque ingrédient a une influence sur le caractère de l'émail. Le quartz, par exemple, donne de la dureté et augmente la résistance aux agents chimiques, tout en élevant le point de fusion qui est abaissé par la soude et ainsi de suite.

Pour fondre les émaux, on pèse d'abord les matières premières finement pulvérisées d'après une formule établie d'avance. Ensuite, on mélange le tout (la composition), soit à la main ou de préférence à l'aide d'un tambour mélangeur. On amène ensuite la composition au four pour la tondre.

Il y a différents modèles de four à fondre les émaux. Il y a une trentaine d'années encore, ils étaient fondus dans des fours à creusets. Ces creusets, d'une contenance de 10 lit. environ, sont en chamotte (argile réfractaire) et sont percés au fond d'un trou d'environ 5 mm. de diamètre. Remplis du mélange, ils étaient placés à plusieurs dans un grand four chauffé à la houille ou au coke. Le bas des creusets sort légèrement du four. Les matières fondues sortent goutte à goutte ou en mince filet et tombent soit dans un bac en tôle vide où elles se refroidissent lentement soit dans des bacs du même genre remplis d'eau. A la suite du brusque refroidissement par l'eau, les gouttes d'émail le fendillent, ce qui facilite le broyage. Il est évident qu'avec ce système on n'a pas toujours un produit très uniforme, les matières premières ayant souvent des points de fusion très différents et se mélangeant pour cette raison d'une façon très inégale.

De nos jours, on utilise encore couramment les fours à réverbère. Ce sont de grands bassins carrés en maçonnerie faits de briques réfractaires et couverts d'une voûte. Par les murs passent des canaux d'arrivée et de départ pour les flammes du four et les gaz qui se développent pendant la fusion. Sur le devant, ces fours sont munis d'une ouverture carrée qui peut se fermer par une plaque en chamotte. Au-dessous se trouve un canal d'écoulement qui est bouché avec du sable pendant la fusion. Ce canal se termine par une rigole en fer. Le chargement du four se fait par une ouverture pratiquée dans la voûte. Lorsqu'on chauffe à la houille, le fourneau se trouve à côté du four. Les flammes vont d'abord vers la voûte qui les rabat vers la masse en fusion. Dans les fours modernes, on se sert de gaz de générateurs comme source de chaleur. Au cours de la fusion, on remue la matière de temps à autre avec un crochet en fer. Lorsque l'émail est bien fondu, on enlève le sable qui bouche le trou de la rigole et l'émail s'écoule dans un bassin rempli d'eau qui le réduit en grains fins, grâce au brusque refroidissement. C'est ainsi que le produit arrive souvent, après séchage, dans le commerce.

Les fours les plus modernes sont les fours rotatifs. Ce sont des espèces de grands cylindres couchés en tôle, revêtus intérieurement de briques réfractaires. Ils sont chauffés par du gaz provenant de la combustion d'huile lourde ou, plus rarement, par du gaz d'éclairage. Les flammes du gaz sont insufflées par des trous pratiqués des deux côtés. Grâce au mouvement rotatif qu'on peut donner à ces fours, on obtient un produit très homogène.

Les matières sortant des fours doivent être réduites en poudre. Le broyage se fait dans de grands tambours rotatifs en tôle revêtus à l'intérieur de briques en porcelaine ou en une matière dure analogue. Ces broyeurs sont remplis en partie de galets ou de boules en porcelaine. Lorsque le tambour tourne à une certaine vitesse, les galets sont entraînés, puis retombent et écrasent ainsi l'émail. Selon l'usage qu'on veut faire de l'émail, on le broie à sec jusqu'à ce qu'il soit réduit en poudre ou avec addition d'eau, d'argile et d'opacifiants, comme l'oxyde d'étain. L'argile contribue à tenir l'émail en suspension.

Pour émailler un objet, on se sert en général de deux genres différents d'émaux, qui sont appliqués successivement sur l'objet. La première couche évite que des impuretés au fer entrent dans l'émail proprement dit et sert d'agent de liaison entre le fer et l'émail. On nomme cette première couche d'émail la « masse » ou le « contre-émail ». Pour la 2<sup>e</sup>, elle ne se compose souvent que de borax, de soude et de quartz. Souvent ces matières ne sont que frittées, c'est-à-dire chauffées dans des bacs en tôle au four à émailler jusqu'au moment où elles commencent à tondre et à se prendre en masse. Cette opération est assez délicate. Les masses pour tôle sont d'une composition plus compliquée ; elles contiennent toujours soit de l'oxyde de cobalt, soit de l'oxyde de nickel ou de manganèse. Sans addition de ces oxydes, on n'obtient pas une adhérence convenable et l'émail s'écaille.

Les raisons de ce phénomène ne sont pas encore complètement élucidées actuellement. Les masses pour tôles sont toujours fondues et il en est de même pour l'émail, c'est-à-dire pour la deuxième couche.

(A suivre.)

Notre propagande doit être méthodiquement organisée